

Accord de coopération du 21 mars 2019 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 39, 127, 134 et 138 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par les lois spéciales des 16 juillet 1993 et 6 janvier 2014 ;

Vu l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française ;

Considérant le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Considérant le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Considérant le décret de la Communauté française du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Considérant le décret de la Commission communautaire française du 4 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Considérant le décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 « relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Considérant le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Considérant l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne ;

Considérant l'accord de coopération du 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé "C.F.C." ;

Considérant l'accord de coopération du 29 octobre 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service francophone des Métiers et des Qualifications (en abrégé "SFMQ") ;

Considérant la loi du 17 juillet 2013 portant insertion du Livre III « Liberté d'établissement, de prestation de service et obligations générales des entreprises » dans le Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au livre III et des dispositions d'application de la loi propres au livre III, dans les livres I et XV du Code de droit économique ;

Considérant l'arrêté royal du 31 janvier 2006 portant sur la création du système BELAC d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité ;

Considérant les avis du Conseil d'État 64.730/2, 64.769/2 et 64.752/2 du 9 janvier 2019 ;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française du 28 février 2019 ;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 ;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 2019 ;

Considérant qu'il appartient aux autorités publiques de définir une stratégie globale de formation tout au long de la vie, fondée sur des principes équilibrés de promotion citoyenne et d'employabilité ;

Considérant que l'objectif ultime de cette stratégie est de garantir l'inclusion de tous dans la société de la connaissance, l'accès à ou le maintien dans l'emploi et, partant, le bien-être économique et social de la personne ;

Considérant que la participation à la société de la connaissance implique que les compétences acquises par la personne puissent être valorisées auprès de l'ensemble de la société ;

Considérant que certaines personnes peuvent se prévaloir de compétences acquises par l'expérience de travail, l'enseignement, la formation professionnelle ou par l'expérience de vie, mais ne possèdent pas de certifications de l'enseignement ou de certifications professionnelles qui en officialisent la reconnaissance, ce qui représente un frein à leur participation économique, sociale et culturelle, et, partant, un facteur d'exclusion du marché de l'emploi, voire d'exclusion sociale ;

Considérant qu'il appartient, dès lors, aux Pouvoirs publics, qui ont la responsabilité de contribuer à la mise en place d'une société juste et équitable, de veiller à leur donner la possibilité d'en être valorisées ;

Considérant que toute personne doit se voir offrir des perspectives de carrière ou pouvoir se mouvoir dans la sphère professionnelle sur base d'une reconnaissance, partagée par tous, de la valeur acquise au travers du parcours professionnel ;

Considérant la Recommandation relative à la validation de l'apprentissage non formel et informel, adoptée le 20 décembre 2012 par le Conseil de l'Union européenne et la définition de la validation comme « un processus de confirmation, par un organisme habilité, qu'une personne a acquis des résultats d'apprentissage correspondant à une norme donnée et qui consiste en quatre étapes distinctes mentionnées ci-après : l'identification, par un dialogue, des expériences spécifiques de l'intéressé, les documents visant à rendre ces expériences visibles, l'évaluation formelle de ces expériences, la certification des résultats de l'évaluation, qui peut conduire à une certification partielle ou complète » ;

Considérant que l'État fédéral, conformément à la loi-programme du 30 décembre 2001, a instauré un droit du travailleur au bilan de compétences et qu'il convient ainsi de créer, au sein des Régions et Communautés, les instruments permettant l'exercice de ce droit ;

Considérant l'instauration par l'État fédéral d'un « compte formation individuel » conformément à l'article 3 de l'arrêté royal du 5 décembre 2017 portant exécution de la section 1<sup>re</sup> du chapitre 2, de la loi du 5 mars 2017 concernant le travail faisable et maniable ;

Considérant qu'un processus de validation est complémentaire à ce droit du travailleur au bilan de compétences et à ce compte formation individuel, ainsi qu'aux services offerts par les Services publics de l'Emploi et consistant, dans l'optique de gestion des compétences sur le marché de l'emploi, à faire le point sur les compétences du demandeur d'emploi et du travailleur, à les confronter au projet professionnel de ce dernier, à son projet de recherche d'emploi ou à son projet de formation ;

Considérant la nécessité d'organiser, en liaison avec les Services publics de l'Emploi et les partenaires sociaux, la coordination de référentiels de validation avec les référentiels métiers et de qualifications, dans une optique européenne, fédérale, communautaire et régionale, articulée au Répertoire opérationnel des Métiers et des Emplois, et au Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ) ;

Considérant de manière générale, la nécessité de favoriser l'articulation étroite entre la validation des compétences, l'emploi, l'enseignement, la formation professionnelle et l'économie afin de valoriser les compétences acquises sur le marché de l'emploi, faciliter les parcours dans ou vers l'emploi, permettre la reprise d'études ou de formation (et notamment l'accès aux certifications d'enseignement et professionnelles), ainsi que renforcer l'identité professionnelle et l'estime de soi des porteurs de titre de compétences ;

Considérant la nécessité de moderniser le premier accord de coopération relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu le 24 juillet 2003 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, en se basant tout particulièrement sur les enseignements tirés par les parties contractantes de quinze années de développement du mécanisme institué ;

Considérant dès lors qu'il est fondamental qu'un processus de validation des compétences transparent, rigoureux et de qualité, fondé sur une méthode commune et pouvant conduire aux certifications, créant des effets de droit, des effets de notoriété et des effets négociés, se base sur un accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française ;

Considérant enfin que la production d'effets de notoriété et, a fortiori, d'effets négociés suppose l'adhésion des interlocuteurs sociaux à un tel processus ;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de M. Jean-Claude Marcourt, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias ;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Willy Borsus, et en la personne de son Ministre de l'Economie, de l'Emploi et de la Formation, M. Pierre-Yves Jeholet ;

La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de la Présidente du Collège, Mme Fadila Laanan, et en la personne de son Ministre en charge de la Formation professionnelle, M. Didier Gosuïn ;

Ci-après dénommées les "parties contractantes",

Ont convenu ce qui suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions, objet, champ d'application et bénéficiaires

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent accord de coopération, on entend par :

1° la compétence : l'aptitude, mesurable, à mettre en œuvre les savoirs - savoir, savoir-faire, savoir-faire comportemental - strictement nécessaires à l'accomplissement d'une tâche dans une situation de travail ;

2° la validation des compétences : le processus constitué de quatre étapes - l'identification, la documentation, l'évaluation et la certification - par lequel un organisme habilité confirme qu'une personne a acquis des compétences correspondant à une norme donnée ;

3° la certification : le résultat formel d'un processus d'évaluation et de validation obtenu lorsqu'une autorité compétente établit qu'une personne possède, au terme d'un processus d'éducation, de formation ou de validation des compétences, les acquis correspondant à une norme donnée ;

4° la certification d'enseignement : la certification constituée d'un ensemble cohérent et significatif d'acquis d'apprentissage visant le développement personnel, la poursuite d'études ou de formations et l'accès à la vie professionnelle ;

5° la certification professionnelle : la certification constituée d'un ensemble cohérent et significatif d'acquis d'apprentissage visant la poursuite de formations, l'insertion ou le maintien sur le marché de l'emploi ou la spécialisation professionnelle ; et pouvant, le cas échéant, permettre aussi la poursuite ou la reprise d'études moyennant valorisation par l'enseignement des compétences certifiées en formation professionnelle ;

6° le référentiel : le descriptif relatif aux démarches d'enseignement, de formation, d'orientation et de validation et constituant à la fois un support méthodologique et un outil de concertation cadrant, pour une organisation, la norme nécessaire au déploiement, au pilotage et à l'évaluation de ses activités ;

7° le référentiel de validation : la norme, construite en référence à l'emploi, permettant l'évaluation de la maîtrise des compétences portées par le(la) candidat(e) à la validation, et comprenant, au-delà du relevé des compétences à évaluer, les modalités d'évaluation et les indications nécessaires à l'utilisation pertinente des critères d'évaluation ;

8° la guidance : la mission remplie par un Centre de validation (ou un partenaire qu'il conventionne) consistant en un entretien mené avec le(la) candidat(e) avant et après une épreuve de validation des compétences ; et comprenant notamment une information sur le dispositif et les épreuves, une évaluation pronostique en vue d'apprécier les chances de réussite à l'épreuve et un conseil sur les parcours possibles qui s'offrent au (à la) candidat(e) ;

9° les organismes de contrôle : les organismes accrédités par le système BELAC d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité créé par l'arrêté royal du 31 janvier 2006 ;

10° l'entité : chacune des entités visées à l'article 15bis de l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, soit l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, l'IFAPME, et le Service formation PME de la Commission communautaire française, le SFPME ;

11° les ministres de tutelle : les ministres ayant dans leurs attributions l'Enseignement de Promotion sociale et la formation professionnelle en Région wallonne et en Commission communautaire française.

**Art. 2.** La validation des compétences est accessible à toute personne tout au long de sa vie, hormis les mineurs soumis à l'obligation scolaire.

Le comité directeur visé à l'article 6 peut déroger à l'exclusion visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article avec l'accord du (de la) Ministre de l'Education.

**Art. 3.** La validation des compétences a pour objet de délivrer un titre de compétence, tel que visé à l'article 20, afin de certifier des compétences acquises par une personne dans un contexte formel, non formel ou informel.

Le titre de compétence est reconnu par les parties contractantes.

CHAPITRE 2. — *Le Consortium de validation des compétences*

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Il est institué, par les parties contractantes, un Consortium chargé d'organiser la validation des compétences, ci-après dénommé le "Consortium".

Le Consortium est composé des institutions publiques suivantes :

1° les établissements d'enseignement de Promotion sociale, représentés par le ou a ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions ;

2° l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, ci-après dénommé le FOREm ;

3° l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, ci-après dénommé Bruxelles Formation ;

4° les entités représentant la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

§ 2. Le Consortium a la personnalité juridique. Son siège social est fixé à Bruxelles.

**Art. 5.** Le Consortium est soumis aux principes du service public pour toutes ses activités.

Il rend aux candidat(e)s et aux porteurs(euses) du titre de compétence un service universel et gratuit.

Le Consortium remplit les missions suivantes :

1° organiser l'agrément des centres de validation visés à l'article 13, notamment l'instruction des demandes d'agrément et la planification des audits d'agrément ;

2° coordonner l'offre de validation des compétences et favoriser son développement, notamment sur la base de la note d'orientation stratégique du processus de validation, visée à l'article 11, alinéa 2, 2° ;

3° assurer le suivi des demandes de validation ;

4° établir la méthodologie d'évaluation des compétences, commune aux centres de validation visés à l'article 13 ;

5° élaborer les référentiels de validation visés à l'article 19, en articulation, quand ils existent, avec les profils métier et de formation définis au sein du SFMQ ;

6° coordonner les référentiels de validation avec les référentiels métier et les référentiels de formation, en liaison avec le FOREm, Actiris, les organisations représentatives des travailleurs ainsi que les organisations représentatives des employeurs, dans une optique européenne, fédérale, communautaire et régionale ;

7° assurer la confidentialité des informations recueillies au cours des activités de validation à tous les niveaux de l'organisation du processus ; ainsi que faciliter l'insertion socioprofessionnelle de la personne inscrite auprès d'un service public d'emploi en transmettant à ce dernier les données relatives aux résultats de la guidance et de l'épreuve ainsi qu'à l'obtention d'un titre de compétence, constituant une source authentique ;

8° favoriser la reconnaissance légale ou normée des titres de compétence sur le marché de l'emploi, dans l'enseignement, en formation professionnelle et au sein des autres systèmes de validation belges et européens ;

9° organiser, promouvoir et gérer l'ensemble de la validation des compétences ;

10° établir un rapport annuel d'information destiné aux parties contractantes conformément à l'article 20 du décret wallon du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information accompagné d'un rapport d'activités ; ce dernier est soumis à des fins d'évaluation à la Commission consultative visée à l'article 11 ;

11° rédiger la note d'orientation stratégique visée à l'article 11, alinéa 2, 2°, et rendre des avis d'initiative ou à la demande des parties contractantes ;

12° soutenir le développement de la validation des compétences en entreprises, visée à l'article 16, alinéa 4 ;

13° mettre en œuvre toute autre mission que des parties contractantes lui confient par accord de coopération d'exécution, avec, le cas échéant, les moyens spécifiques nécessaires, afin d'appuyer le développement de la validation des compétences et la reconnaissance des qualifications tout au long de la vie.

Les parties contractantes peuvent, par accord de coopération d'exécution, préciser les modalités de mise en œuvre des missions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 6.** Le Consortium est constitué de deux organes permanents, un comité directeur et une cellule exécutive, ainsi que d'organes ad hoc que sont les commissions de référentiels.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le comité directeur est composé de :

1° deux représentant(e)s des établissements de l'enseignement de Promotion sociale ;

2° deux représentant(e)s du FOREm ;

3° deux représentant(e)s de Bruxelles Formation ;

4° un(e) représentant(e) de chaque entité.

Les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ont voix délibérative. Ces membres ainsi que leurs suppléants sont nommés conjointement par les parties contractantes, sur proposition des institutions publiques concernées. Chacune de celles-ci peut, d'initiative, proposer aux parties contractantes le remplacement d'un membre qu'elle a initialement présenté.

Celui-ci en est dûment informé. Dans l'attente de la décision des parties contractantes, le la) suppléant(e) de ce membre siège de plein droit au comité directeur.

En outre, participent, à titre consultatif, au comité directeur, un(e) représentant(e) du SFMQ, un(e) représentant(e) d'Actiris et un(e) représentant(e) du FOREm. L'absence de désignation de ces derniers ou leur absence aux réunions du comité directeur demeurent sans incidence sur la régularité du fonctionnement de celui-ci et des décisions qu'il prend.

Le Comité directeur peut inviter tout expert à ses réunions.

§ 2. Dans le mois de son installation, le comité directeur désigne en son sein une) Président(e) et deux Vice-Président(e)s et soumet cette désignation à l'approbation conjointe des parties contractantes. À défaut, le(la) Président(e) et les Vice-Président(e)s sont désigné(e)s par les parties contractantes.

§ 3. Le comité directeur est responsable de l'organisation et de la gestion de la validation des compétences instauré par le présent accord. Ses fonctions couvrent, notamment :

- 1° le suivi des missions définies à l'article 5 et les décisions opérationnelles qui en découlent ;
- 2° la surveillance de la mise en œuvre de la validation des compétences ;
- 3° l'élaboration de plans d'action annuels, en ce compris les aspects budgétaire et financier ;
- 4° l'exécution des décisions prises par les parties contractantes ;

5° la constitution, d'initiative ou à la demande des ministres de tutelle, après avis de la Commission consultative visée à l'article 11, de commissions de référentiels dont les tâches sont limitées aux missions visées à l'article 9.

§ 4. Le comité directeur établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation conjointe, au plus tard dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, aux parties contractantes. Ce règlement d'ordre intérieur prévoit :

- 1° les règles concernant la convocation du comité directeur ;
- 2° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour ;
- 3° les règles relatives aux prérogatives du (de la) Président(e) et des Vice-Président(e) s ;
- 4° les règles relatives à la présidence du comité directeur en cas d'absence ou d'empêchement du (de la) Président(e) ou des Vice-Président(e) s ;
- 5° les règles de quorum pour que le comité directeur délibère valablement ainsi que les modalités de vote ;
- 6° la périodicité des réunions du comité directeur ;
- 7° la forme des plans d'action annuels ;
- 8° les règles en fonction desquelles le comité directeur peut déléguer certaines tâches spécifiques à la cellule exécutive;

9° les modalités de fonctionnement des commissions de référentiels, notamment la forme et les délais dans lesquels les propositions de référentiels de validation sont remises par celles-ci au comité directeur.

§ 5. Les montants des émoluments et indemnités accordés à la Présidence sont fixés par accord de coopération d'exécution.

**Art. 8.** Le Consortium dispose, pour assurer son bon fonctionnement, du personnel nécessaire, lequel est détaché par chacune des institutions publiques visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, conformément aux dispositions qui régissent leurs statuts.

La cellule exécutive est composée du personnel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, placé sous l'autorité fonctionnelle d'un(e) dirigeant(e), désigné(e) par le comité directeur. Outre le (la) dirigeant(e), douze équivalents temps plein au moins composent la cellule exécutive.

Dans le respect des dispositions réglant les statuts des institutions publiques, l'organigramme de la cellule exécutive ainsi que les profils de fonction des membres du personnel composant la cellule exécutive et du (de la) dirigeant(e) sont rédigés par le comité directeur et sont soumis à l'approbation conjointe des ministres de tutelle.

Chaque détachement par une des institutions publiques s'opère après avis conforme du comité directeur.

La cellule exécutive est responsable devant le comité directeur des actes de gestion journalière du Consortium.

Elle est chargée du secrétariat du comité directeur, des commissions de référentiels et de la Commission consultative.

Le comité directeur propose aux cinq institutions publiques visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup> les missions génériques à confier à leurs chargé(e)s de mission sur la base d'un profil de fonction.

**Art. 9.** Constituées par le comité directeur conformément à l'article 7, § 3, 5°, les commissions de référentiels ont pour mission de produire, selon les modalités prévues à l'article 7, § 4, 9°, les propositions de référentiels de validation des compétences et de les transmettre au comité directeur.

Les commissions de référentiels sont composées de représentant(e)s des institutions publiques visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de représentant(e)s des organisations représentatives des travailleurs, de représentant(e)s des organisations représentatives des employeurs, des représentant(e)s des services publics de l'emploi et, le cas échéant, d'expert(e)s.

Les ministres de tutelle adoptent conjointement par arrêtés les référentiels de validation proposés par la commission de référentiels concernée et transmis au comité directeur.

**Art. 10.** Chacune des parties contractantes désigne un(e) commissaire afin qu'il exerce ses missions d'information et de contrôle de la légalité et de l'intérêt général au sein du Consortium.

### CHAPITRE 3. — *La Commission consultative et d'agrément des centres de validation*

**Art. 11.** Il est créé une Commission consultative et d'agrément des centres de validation, ci-après dénommée la "Commission consultative".

La Commission consultative est chargée :

1° d'émettre, d'initiative ou à la demande d'une des parties contractantes, des avis ou des recommandations concernant la validation des compétences, l'exécution du présent accord de coopération ou sur toute réglementation ayant potentiellement un impact sur sa mise en œuvre ;

2° de rédiger et transmettre, au plus tard la première année de chaque législature, aux parties contractantes qui l'approuvent, une note d'orientation stratégique couvrant cinq années de développement de la validation des compétences, notamment en termes d'objectifs généraux et opérationnels, de référentiels de validation à élaborer, de planification et d'harmonisation de l'offre de validation, d'indicateurs de résultats et d'impact, de publics bénéficiaires, de financement et de promotion auprès des bénéficiaires visés à l'article 2 et des employeurs ;

3° de proposer, le cas échéant, aux parties contractantes des modifications motivées à la note d'orientation stratégique et de remettre un avis sur les propositions d'ajustement émises conjointement ou séparément par les parties contractantes ;

4° de remettre aux parties contractantes, pour le 30 avril au plus tard, une évaluation sur la base du rapport annuel d'activités et autres données fournies par le Consortium ;

5° de remettre avis au comité directeur sur la constitution de commissions de référentiels telle que visée à l'article 5, § 3, 5° ;

6° de remettre avis au comité directeur sur les modalités de conventionnement des entreprises telles que visées à l'article 16, § 4 ;

7° d'émettre, d'initiative ou à la demande d'une des parties contractantes, des avis ou des recommandations concernant les critères d'éligibilité et les conditions d'agrément des centres de validation, visés aux articles 13 et 14 ;

8° de donner un avis aux ministres de tutelle, tant sur la recevabilité que sur le fond, sur les demandes d'octroi, de renouvellement, d'extension, de suspension ou de retrait d'agrément des centres de validation, transmises par le comité directeur.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. La Commission consultative est composée comme suit :

1° sept représentant(s) des organisations représentatives des travailleurs ;

2° sept représentant(s) des organisations représentatives des employeurs ;

3° un(e) représentant(e) du FOREm ;

4° un(e) représentant(e) d'Actiris ;

5° cinq représentant(s) des membres du comité directeur du Consortium ;

6° un(e) représentant(e) de chaque Ministre exerçant la tutelle sur les institutions visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ;

7° un(e) représentant(e) de la Commission de recours visée à l'article 23 ;

8° un(e) représentant(e) de l'Observatoire wallon de l'Emploi ;

9° un(e) représentant(e) de l'Observatoire bruxellois de l'Emploi et de la formation ;

10° le(la) dirigeant(e) de la cellule exécutive du Consortium.

La Commission consultative peut inviter tout(e) expert(e) à ses réunions, de manière ponctuelle ou permanente.

Les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 4° ont voix délibérative.

Deux tiers au maximum des membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 2° sont du même sexe.

Les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5° à 10° ont voix consultative.

Parmi les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2° deux représentant(s) au moins sont issu(s) des organisations bruxelloises représentatives des travailleurs et deux représentant(s) au moins des organisations bruxelloises représentatives des employeurs.

§ 2. Les parties contractantes nomment conjointement les membres effectifs et leurs suppléant(s), à l'exception des membres visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4° et 9° qui sont invités à siéger à la Commission consultative.

Les membres visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2° sont nommé(s) sur des listes doubles de candidats présentées par leurs organisations.

La Commission consultative désigne, en son sein, un(e) Président(e) et un(e) Vice-Président(e) parmi les membres visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°.

§ 3. La Commission consultative établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet, pour approbation conjointe, au plus tard dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, aux parties contractantes.

Celui-ci doit notamment prévoir :

1° les règles concernant la convocation de la Commission consultative;

2° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour;

3° les règles relatives à la nécessaire alternance des fonctions de Président(e) et de Vice-président(e) de la Commission consultative ainsi que les règles applicables en cas d'absence ou d'empêchement du (de la) Président(e) ou du (de la) Vice-Président(e) ;

4° les règles de quorum pour que la Commission consultative délibère valablement ainsi que les modalités de vote;

5° la périodicité des réunions de la Commission consultative;

6° les modalités selon lesquelles sont rendus les avis ou recommandations visés à l'article 11, alinéa 2, 1° et 4°;

7° la forme de la note d'orientation stratégique et de l'évaluation annuelles visées à l'article 11, alinéa 2, 2° et 3°.

Les montants des émoluments et indemnités accordés aux membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, à la présidence et à la vice-présidence sont fixés par accord de coopération d'exécution.

#### CHAPITRE 4. — *Les centres de validation des compétences*

**Art. 13.** Sont d'office éligibles en tant que centre de validation des compétences les centres organisés par les cinq institutions publiques reprises à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Est également éligible en tant que centre de validation des compétences, l'organisme qui remplit les critères suivants :

1° être lié, par convention de partenariat, avec une ou plusieurs institutions visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, conformément aux dispositions légales ou réglementaires qui leur sont applicables en cette matière ;

2° disposer d'un objet social relatif principalement à la formation professionnelle des adultes;

3° opérer sous le contrôle d'un ou de plusieurs Pouvoirs publics, soit que ce contrôle prenne la forme d'un financement d'au moins cinquante pour cent, soit qu'il s'exerce sur la gestion ou par la voie de la désignation d'au moins la moitié des membres des organes dirigeants ou de surveillance ;

4° faire la preuve, par tout moyen, du respect des dispositions légales ou réglementaires en matières comptable, fiscale et sociale.

Les parties contractantes peuvent par accord de coopération d'exécution déroger à un des critères visés à l'alinéa 2 sur avis motivé de la Commission consultative.

Les centres rendent aux candidat(e)s et aux porteurs(euses) du titre de compétence un service universel et gratuit.

**Art. 14.** Les conditions d'octroi d'agrément en tant que centre de validation des compétences sont les suivantes :

1° respecter les orientations stratégiques du processus de validation contenues dans la note visée à l'article 11, alinéa 2, 2° ;

2° disposer d'un personnel qualifié en nombre suffisant pour rencontrer des activités de validation des compétences, notamment en termes d'encadrement pédagogique ;

3° disposer de ressources matérielles et de capacité d'organisation suffisantes ;

4° faire l'objet, préalablement à l'agrément, d'un audit initial favorable ;

5° faire l'objet d'un audit de renouvellement au maximum après cinq ans.

Dans les conditions déterminées par le Comité directeur, les centres organisés par les cinq institutions publiques reprises à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, peuvent être soumis à leur propre système de qualité et font alors l'objet d'un audit de renouvellement tous les cinq ans au maximum, selon un échantillonnage représentatif des Centres.

Pour ce qui concerne les établissements d'enseignement de Promotion sociale, l'agrément peut être octroyé uniquement moyennant l'accord préalable de la ou du ministre ayant cette compétence dans ses attributions.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'agrément est introduite auprès du comité directeur du Consortium, qui en accuse réception dans les dix jours.

Après avoir vérifié que les critères d'éligibilité sont remplis, le comité directeur invite le centre demandeur à se faire auditer, dans les trois mois à dater de l'accusé de réception, auprès d'un des organismes de contrôle qu'il lui renseigne.

L'organisme de contrôle choisi par le centre demandeur transmet, après en avoir informé dûment celui-ci, le rapport d'audit au comité directeur qui instruit le dossier et le communique à la Commission consultative. Celle-ci remet ensuite un avis aux ministres de tutelle qui prennent conjointement une décision concernant l'agrément du centre demandeur par arrêtés. Cette décision est notifiée au demandeur, dans les dix jours, par le comité directeur.

Si l'un des critères d'éligibilité n'est pas rencontré, le comité directeur en avertit le centre demandeur et communique le dossier à la Commission consultative. Celle-ci remet ensuite un avis aux ministres de tutelle qui se prononcent conjointement, par arrêtés, sur l'application de la dérogation prévue à l'article 13, alinéa 3. Cette décision est notifiée au demandeur, dans les dix jours, par le comité directeur. En cas de décision favorable, le comité directeur invite le centre demandeur à se faire auditer auprès d'un des organismes de contrôle qu'il lui renseigne. La procédure de l'alinéa 3 est ensuite applicable.

§ 2. La demande de renouvellement d'agrément est introduite auprès du comité directeur, qui en accuse réception dans les dix jours, instruit le dossier et le communique à la Commission consultative. Celle-ci remet ensuite un avis aux ministres de tutelle qui prennent conjointement une décision concernant le renouvellement de l'agrément par arrêtés. Cette décision est notifiée au demandeur, dans les dix jours, par le comité directeur.

**Art. 16.** L'agrément est conféré conjointement, par arrêtés, par les ministres de tutelle ; et ce, pour une durée maximale de cinq ans renouvelable.

L'agrément porte exclusivement sur un ensemble de compétences pour lesquelles le centre a été audité favorablement. Cet agrément peut être étendu à d'autres ensembles de compétences, moyennant satisfaction aux conditions d'agrément prévues pour ces compétences.

Un centre de validation agréé peut délocaliser une partie de son activité vers un site extérieur, au besoin sur la base d'une convention partenariale, moyennant le respect des conditions d'agrément du Centre.

Un centre agréé est autorisé à nouer une convention avec une entreprise qui souhaite organiser elle-même des épreuves de validation des compétences en son sein, selon les modalités définies par le Comité directeur sur avis de la Commission consultative et d'agrément. Ces modalités intègrent notamment la gratuité visée à l'article 13 alinéa 4 ; la disponibilité d'un personnel qualifié et de ressources matérielles, visées à l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 3° et le respect de la méthodologie visée à l'article 19.

**Art. 17.** L'audit préalable à l'agrément est effectué par un organisme de contrôle accrédité en matière de certification d'assurance de la qualité.

L'organisme de contrôle choisi par le demandeur réalise, à la charge de celui-ci, l'audit préalable sur la base des conditions d'octroi d'agrément prévues à l'article 14.

L'organisme de contrôle réalise les audits dans le respect de ses règles de déontologie professionnelle et des dispositions légales et réglementaires applicables en matière de protection des données à caractère personnel.

Le demandeur fournit à l'organisme de contrôle tous les documents, pièces et informations que celui-ci jugerait utiles dans le cadre de l'audit qu'il mène.

Le comité directeur propose, aux parties contractantes qui les approuvent, les conditions de sélection des organismes de contrôle ainsi que les procédures d'audit qui s'appliquent aux centres de validation des compétences.

**Art. 18.** L'agrément peut être suspendu ou retiré avant terme par les ministres de tutelle à la suite d'un avis défavorable rendu par la Commission consultative dans le cadre de la procédure visée à l'article 15, § 2.

Les ministres de tutelle prennent conjointement une décision de suspension ou de retrait d'agrément. Cette décision est notifiée au centre de validation de compétences, dans les dix jours, par le comité directeur.

#### CHAPITRE 5. — *Les référentiels de validation*

**Art. 19.** Les modes de contrôle, utilisés en tout ou en partie, afin de prouver la maîtrise de la ou des compétence(s) permettent une objectivation qui consiste en une évaluation certificative sur la base d'une épreuve, par une mise en situation professionnelle ou un examen oral ou un examen écrit, ou sur la base de la constitution d'un dossier. Le (ou les) mode(s) de contrôle adéquat(s) est (sont) repris dans les référentiels de validation. Ils peuvent s'appuyer sur des outils numériques.

En cas de constitution d'un dossier, celui-ci peut notamment prendre en compte toute certification d'enseignement, toute certification professionnelle ou l'évaluation continuée dans le cadre d'un processus de formation.

L'évaluation au cours d'un processus de formation peut également conduire, par correspondance dûment établie avec un référentiel de validation, à la délivrance du titre de compétence. Ce mécanisme est dénommé « reconnaissance des acquis de formation ».

Les référentiels de validation comportent d'une part, les conditions générales requises pour les contrôles visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> et d'autre part, le référentiel d'évaluation spécifique à un ensemble de compétences donné.

Seules sont visées les compétences objectivables correspondant à la définition du terme « compétence » reprise à l'article 1<sup>er</sup>.

Seules les compétences pour lesquelles existent des référentiels de validation peuvent donner lieu à l'octroi de titres de compétence.

Dans le cadre des modes de contrôle définis à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article, la méthodologie permettant de mesurer la maîtrise des compétences est élaborée par le comité directeur qui la soumet pour approbation conjointe aux parties contractantes.

#### CHAPITRE 6. — *Le titre de compétence*

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Le titre de compétence est une certification professionnelle en application de l'accord de coopération du 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « C.F.C. ». Le demandeur, qui introduit une demande de validation de ses compétences en vue de l'obtention d'un titre de compétence, se soumet à un processus de validation dans un centre de validation des compétences agréé.

La demande de validation est adressée soit auprès d'un centre de validation des compétences que le demandeur choisit, soit auprès du comité directeur.

§ 2. A l'issue des épreuves de validation, un rapport est transmis au comité directeur, dans les trente jours, par le centre de validation des compétences.

Lorsque le rapport atteste de la maîtrise par le(la) candidat(e) des compétences soumises au processus de validation, le titre de compétence lui est remis par le comité directeur, au nom de la Communauté française, de la Commission communautaire française et de la Région wallonne, dans les trente jours à dater de la transmission du rapport.

Lorsque le rapport atteste que le(la) candidat(e) ne maîtrise pas les compétences soumises au processus de validation, le centre de validation en informe dûment l'intéressé(e), dans les trente jours à dater de la transmission du rapport par le centre de validation des compétences.

§ 3. Les parties contractantes fixent les mentions et les modalités de présentation du titre de compétence.

§ 4. Le titre de compétence donne droit à l'accès aux formations organisées au sein des établissements de l'Enseignement de Promotion sociale ainsi que des centres de formation des entités, du FOREm et de Bruxelles Formation, lorsque les compétences visées par le titre constituent une condition d'accès à ces formations, conformément aux règles en vigueur au sein de ces institutions.

Le titre de compétence donne lieu à la prise en compte automatique des compétences validées pour l'accès aux épreuves sanctionnées par les certificats scolaires délivrés par la Communauté française conformément aux dispositions du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale et, sous réserve des conditions de durée de validité prévues, dans le cadre du cursus scolaire, pour certaines compétences.

**Art. 21.** Le titre de compétence est la propriété exclusive du porteur.

Ni les centres de validation des compétences ni le personnel du Consortium ou un de ses organes ni la Commission de recours ou la Commission consultative ne peuvent divulguer à des tiers des renseignements à caractère personnel relatifs aux candidat(e)s ou aux porteurs(euses) du titre de compétence ainsi qu'aux circonstances dans lesquelles ce titre a ou non été délivré.

Sous peine de voir leur agrément retiré ou suspendu, les centres de validation des compétences sont tenus, à l'égard des candidat(e)s ou porteurs(euses) d'un titre de compétence, de respecter la législation applicable en matière de protection des données personnelles et, le cas échéant, les règles de déontologies professionnelles qui lui sont applicables en ce qui concerne le traitement confidentiel des données à caractère personnel.

Dans le cadre de ses missions visées à l'article 5, alinéa 3, 7°, le Consortium échange les données relatives aux titres de compétence délivrés, à la guidance et aux résultats des épreuves, en ce compris l'identification des personnes, avec les services publics d'emploi visés à l'article 5, alinéa 3, 6°, le FOREm et Actiris.

Ces échanges sont limités aux données relatives aux personnes inscrites auprès de chaque service public d'emploi, chacun en ce qui le concerne, et qui ont marqué leur consentement.

#### CHAPITRE 7. — *La Commission de recours*

**Art. 22.** Tout(e) demandeur(euse) d'un titre de compétence ou tout(e) demandeur(euse) contestant un refus, une suspension ou un retrait d'agrément peut introduire un recours motivé auprès du comité directeur qui en accuse réception dans les dix jours, informe les ministres de tutelle et transmet ce recours, sans délai, à la Commission de recours visée à l'article 23.

Le recours est introduit par le requérant dans le mois de la notification de la décision à laquelle il ne peut se rallier ou, à défaut de notification, dans les six mois à partir de l'introduction de la demande auprès du Consortium ou d'un centre de validation des compétences. À défaut de recours dans ces délais, la décision est définitive.

La Commission de recours rend son avis dans les trois mois de sa saisine. Par décision motivée, le (la) Président de la Commission peut proroger le délai pour une période d'un mois, non renouvelable. L'avis est notifié aux ministres de tutelle qui se prononcent définitivement sur le recours pour ce qui concerne un refus, une suspension ou un retrait d'agrément. La décision finale relative à la délivrance d'un titre est notifiée au (à la) requérant(e), dans les dix jours, par le comité directeur.

**Art. 23.** Il est créé une Commission de recours chargée de rendre des avis sur les recours visés à l'article 22.

La Commission de recours est composée comme suit :

1° un(e) représentant(e) du Gouvernement de la Région wallonne;

- 2° une) représentant(e) du Gouvernement de la Communauté française;
- 3° un(e) représentant(e) du Collège de la Commission communautaire française;
- 4° le(la) Président(e) de la Commission consultative;
- 5° un(e) représentant(e) du comité directeur, qui en assure le secrétariat.

Les membres visés à l'alinéa 2, 1° à 3° ont voix délibérative. Les membres visés à l'alinéa 2, 4° et 5° ont voix consultative.

La Commission de recours désigne son (sa) Président(e) en son sein.

La Commission de recours peut entendre le(la) requérant(e) ou son(sa) représentant(e), assisté(e) le cas échéant de son(sa) conseil.

Elle peut exiger la communication des pièces, renseignements, documents et données complémentaires qu'elle juge utiles.

La Commission de recours élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation conjointe aux parties contractantes.

#### CHAPITRE 8. — *Le financement du Consortium de validation des compétences*

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Le comité directeur fixe le budget annuel du Consortium, au plus tard en décembre de chaque année, sur la base des financements prévus par chaque partie contractante et par les cinq institutions publiques visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, afin de rencontrer les objectifs annuels fixés en application de la note d'orientation stratégique du processus de validation, visée à l'article 11, alinéa 2, 2°.

§ 2. Ce budget annuel comprend les apports en personnels des institutions partenaires tels que visés à l'article 8, complétés de contributions annuelles au Consortium afin de lui permettre de couvrir ses coûts de fonctionnement, de financer les centres de validation pour les épreuves qu'ils organisent, voire de gérer d'éventuels budgets dédiés par les parties contractantes.

§ 3. Le financement du fonctionnement du Consortium, à l'exception des coûts relatifs au détachement du personnel, est réparti à concurrence de 30 % pour les établissements d'Enseignement de Promotion sociale, 30 % pour le FOREM, 20 % pour Bruxelles Formation, 16 % pour l'entité créée par la Région wallonne et 4 % pour l'entité désignée par la Commission communautaire française. Les parties contractantes peuvent déterminer par accord de coopération d'exécution le montant minimal de ce financement du fonctionnement du Consortium.

Les institutions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent prendre en charge ces coûts par la mise à disposition de locaux et de matériels.

§ 4. Les coûts à charge des centres de validation comprennent l'organisation des épreuves de validation et de la guidance. Chaque partie contractante subventionne annuellement le Consortium en fonction du nombre d'épreuves organisées par les Centres relevant des institutions visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 sur laquelle cette partie contractante exerce la tutelle. Ce financement, rétrocédé par le Consortium à chaque centre, est calculé sur la base des tarifs des épreuves fixés par les Commissions de référentiels.

§ 5. Indépendamment des coûts visés aux paragraphes 3 et 4, des besoins financiers additionnels du Consortium et des Centres peuvent être pris en charge par les parties contractantes ou d'autres sources publiques ou sectorielles de financement. La gestion de ce budget spécifique dédié est confiée au Consortium.

§ 6. Le Consortium établit sa comptabilité conformément aux articles 82 à 95 du Livre III du Code de droit économique.

Les comptes du Consortium sont arrêtés par le comité directeur et transmis aux ministres de tutelle qui les approuvent.

Les parties contractantes précisent par accord de coopération d'exécution les modalités de mise en œuvre des dispositions budgétaires, comptables et financières ainsi que de contrôle.

#### CHAPITRE 9. — *Disposition abrogatoire*

**Art. 25.** L'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française est abrogé.

Fait à Bruxelles, le 21 mars 2019, en 3 exemplaires originaux.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement  
de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,  
J.-C. MARCOURT

Pour le Gouvernement de la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et de la Formation,  
P.-Y. JEHOLET

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

La Ministre-Présidente,  
F. LAANAN

Le Ministre en charge de la Formation professionnelle,  
D. GOSUIN



## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/12581]

**29 MAART 2019. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van competenties. — Erratum**

*In het Belgisch Staatsblad van 9 mei 2019 pagina 44814-44827 dient de publicatie als nietig beschouwd te worden.*

**29 MAART 2019. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van competenties**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, het College, bekrachtigen en verkondigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in artikel 127 ervan.

**Art. 2.** Er wordt ingestemd met het samenwerkingsakkoord gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van competenties.

Brussel, 29 maart 2019.

De voorzitter

Een Secretaris

De Griffier

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie:

F. LAANAN,

Voorzitster van het College

D. GOSUIN,

Lid van het College bevoegd voor Opleiding

Samenwerkingsakkoord van 21 maart 2019 tussen de Franse Gemeenschap,  
het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van competenties

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92*bis*, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wetten van 16 juli 1993 en 6 januari 2014;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de erkenning van competenties op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 april 2014 betreffende de overdracht van de uitoefening van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen;

Gelet op het decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende het samenwerkingsakkoord betreffende de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het "Institut de Formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises" (Instituut voor permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen), gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

Overwegende het samenwerkingsakkoord van 26 februari 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting en het beheer van een "Cadre francophone des certifications", afgekort "C.F.C." (Franstalig certificeringskader);

Overwegende het samenwerkingsakkoord van 29 oktober 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de Franstalige dienst voor beroepen en kwalificaties (Service francophone des Métiers et des Qualifications, afgekort "SFMQ");

Overwegende de wet van 17 juli 2013 houdende invoeging van Boek III "Vrijheid van vestiging, dienstverlening en algemene verplichtingen van de ondernemingen", in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van de definities eigen aan boek III en van de rechtshandhabingsbepalingen eigen aan boek III, in boeken I en XV van het Wetboek van economisch recht;

Overwegende het koninklijk besluit van 31 januari 2006 tot oprichting van het BELAC-accreditatiesysteem van instellingen voor conformiteitsbeoordeling;

Overwegende de adviezen van de Raad van State 64.730/2, 64.769/2 en 64.752/2 van 9 januari 2019;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 februari 2019;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 14 maart 2019;

Gelet op de beraadslaging van de Franse Gemeenschapsregering van 20 maart 2019;

Overwegende dat de overheden een globale strategie voor de levenslange vorming dienen uit te stippelen gebaseerd op uitgebalanceerde burgeremancipatie- en inzetbaarheidsbeginselen;

Overwegende dat die strategie wordt uitgewerkt om iedereen in de kennismaatschappij te integreren, om de toegang tot of voortzetting van het dienstverband en derhalve het economisch en maatschappelijk welzijn van iedereen te garanderen;

Overwegende dat de deelname aan de kennismaatschappij inhoudt dat verworven competenties in de maatschappij kunnen worden gevaloriseerd;

Overwegende dat sommige personen competenties hebben verworven door middel van werkervaring, onderwijs, beroepsopleiding of levenservaring, maar niet beschikken over diploma's of beroepskwalificaties die de erkenning daarvan formaliseren, hetgeen hun economische, sociale en culturele participatie hindert en dus een factor van uitsluiting van de arbeidsmarkt of zelfs van sociale uitsluiting is;

Overwegende dat de overheden, die moeten bijdragen tot de invoering van een rechtvaardige en billijke maatschappij, er om die reden voor moeten zorgen dat die competenties kunnen worden gevaloriseerd;

Overwegende dat iedereen loopbaanperspectieven moet worden aangeboden of in de werksfeer moet kunnen evolueren op grond van een door allen gedeelde erkenning van de waarde die zij in de loop van hun beroepstraject hebben verworven;

Overwegende de Aanbeveling van de Raad van de Europese Unie betreffende de erkenning van niet-formeel en informeel leren, aangenomen op 20 december 2012 en de definitie van validatie als "een procedure waarmee een erkende instantie bevestigt dat de betrokken persoon leerresultaten heeft verworven die aan een relevante norm voldoen; zij bestaat uit vier fasen: identificatie - door middel van een gesprek - van relevante ervaringen van een persoon; documentatie om de ervaringen van de betrokkene zichtbaar te maken; een formele beoordeling van deze ervaringen en certificatie van de resultaten van de beoordeling, die kan leiden tot een gedeeltelijke of volledige kwalificatie";

Overwegende dat de federale overheid overeenkomstig de programmawet van 30 december 2001 een recht van de werknemer op de competentiebalans heeft ingesteld en dat de instrumenten voor de uitoefening van dat recht bijgevolg in de Gewesten en de Gemeenschappen dienen te worden gecreëerd;

Overwegende het instellen door de federale overheid van een "individuele opleidingsrekening" overeenkomstig artikel 3 van het koninklijk besluit van 5 december 2017 houdende uitvoering van afdeling 1 van hoofdstuk 2 van de wet van 5 maart 2017 betreffende werkbaar en wendbaar werk;

Overwegende dat een erkenningsprocedure het recht van de werknemer op de competentiebalans en op de individuele opleidingsrekening, alsook op de diensten van de overheidsdiensten voor werkgelegenheid aanvult en erin bestaat om, met het oog op het beheer van de competenties op de arbeidsmarkt, de competenties van werkzoekenden en werknemers door te lichten, te vergelijken met het professionele project, met de zoektocht naar werk of het opleidingsproject van die laatste;

Overwegende dat de referentiemodellen voor de erkenning van de competenties, gebundeld in het Répertoire opérationnel des Métiers et des Emplois en de Franstalige dienst voor beroepen en kwalificaties (SFMQ) , in samenwerking met de overheidsdiensten voor werkgelegenheid en de sociale partners, moeten worden gecoördineerd met de referentiemodellen voor beroepen en kwalificaties in een Europese, federale, gemeenschaps- en gewestelijke optiek;

Overwegende in het algemeen dat de erkenning van competenties, werkgelegenheid, onderwijs, beroepsopleiding en economie op elkaar moeten worden afgestemd om de op de arbeidsmarkt verworven competenties te valoriseren, de arbeidstrajecten of de zoektocht naar werk te faciliteren, de hervatting van studies of opleidingen (en in het bijzonder de toegang tot onderwijs- en beroepskwalificaties) mogelijk te maken, en de professionele identiteit en de eigenwaarde van de houders van een competentiebewijs te versterken;

Overwegende de nood aan modernisering van het eerste samenwerkingsakkoord betreffende de erkenning van competenties op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, op 24 juli 2003 gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie op basis van de lessen die de contracterende partijen getrokken hebben uit vijftien jaar ontwikkeling van het ingevoerde mechanisme;

Overwegende dat het daarom van essentieel belang is dat een transparante, strikte en kwalitatief hoogstaande procedure voor de erkenning van competenties op basis van een gemeenschappelijke methode, die kan leiden tot certificering, met rechtsgevolgen, notoriëteitseffecten en onderhandelde effecten, gebaseerd is op een samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende tot slot dat de totstandkoming van notoriëteitseffecten en onderhandelde effecten veronderstelt dat de sociale gesprekspartners een dergelijke procedure goedkeuren;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van diens Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Wetenschappelijk Onderzoek en Media, de heer Jean-Claude Marcourt;

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van de Minister-President, de heer Willy Borsus, en in de persoon van de Minister van Tewerkstelling en Vorming, de heer Pierre-Yves Jeholet;

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College in de persoon van diens Voorzitter, mevr. Fadila Laanan, en in de persoon van diens Minister van belast met Beroepsopleiding, dhr. Didier Gosuin;  
Hierna de "contracterende partijen" genoemd,  
Zijn het volgende overeengekomen:

**HOOFDSTUK 1. — Definities, voorwerp, toepassingsgebied en begunstigen**

**Artikel 1.** In de zin van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder:

1° competentie: de meetbare bekwaamheid om de kennis die nodig is voor het voltooien van een taak in een arbeidssituatie in te schakelen: kennis, knowhow en gedrag;

2° erkenning van de competenties: procedure in vier stappen: identificatie, documentatie, evaluatie en certificering - waarmee een bevoegde instelling bevestigt dat een persoon de competenties heeft verworven die aan een relevante norm voldoen;

3° certificatie: formeel resultaat van een evaluatie- en erkenningsprocedure, afgeleverd wanneer een bevoegde dienst verklaart dat een persoon, na een proces van onderwijs, opleiding of erkenning van competenties, de competenties bezit die aan een relevante norm voldoen;

4° certificatie van onderwijs: certificatie bestaande uit een coherent en aanzienlijk geheel van leerresultaten met het oog op persoonlijke ontplooiing, het voortzetten van studies of opleiding en de toegang tot het beroepsleven;

5° beroepscertificatie: certificatie bestaande uit een coherente en zinvolle reeks van leerresultaten met het oog op de voortgezette opleiding, de inschakeling in of handhaving op de arbeidsmarkt of beroepsspecialisatie. De beroepscertificatie kan desgevallend leiden tot het voortzetten of hervatten van studies mits valorisatie door het aanleren van gecertificeerde competenties in de beroepsopleiding;

6° referentiemodel: beschrijving van de onderwijs-, opleidings-, oriëntatie- en erkenningsmethodes die zowel een methodologisch naslagwerk als een instrument voor overleg vormen die, voor een organisatie, de norm bepalen die nodig is om haar activiteiten te ontplooiën, te sturen en te evalueren;

7° erkenningsreferentiemodel: de norm, opgebouwd op basis van het beroep, die het mogelijk maakt de beheersing van de competenties van de kandidaat voor de erkenning te evalueren en die, naast de lijst van te evalueren competenties, ook de evaluatiemethoden bevat en de nodige aanwijzingen voor het relevante gebruik van de evaluatiecriteria;

8° begeleiding: de opdracht van een erkenningscentrum (of een partner waarmee het centrum een overeenkomst afsluit) bestaande uit een gesprek met de kandidaat voor en na een test voor de erkenning van competenties. Omvat meer bepaald informatie over het systeem en de tests, een prognose van de kansen op succes bij de test en advies over de mogelijke trajecten voor de kandidaat;

9° controle-instellingen: instellingen die zijn geaccrediteerd volgens het BELAC-accreditatiesysteem van instellingen voor conformiteitsbeoordeling, opgericht bij koninklijk besluit van 31 januari 2006;

10° instantie: elke instantie bedoeld bij artikel 15*bis* van het samenwerkingsakkoord van 20 februari 1995 betreffende de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het 'Institut de Formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises' (Instituut voor permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen), gesloten door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest en meer bepaald het Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises (IFAPME) en Service formation PME van de Franse Gemeenschapscommissie (SFPME);

11° de voogdijministers: de ministers die verantwoordelijk zijn voor sociale promotie, onderwijs en beroepsopleiding in het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 2.** Elke persoon kan in de loop van zijn leven vragen om competenties te erkennen, behalve schoolplichtige minderjarigen.

Het directiecomité bedoeld in artikel 6 kan afwijken van de uitzondering van het eerste lid van dit artikel met instemming van de minister van Onderwijs.

**Art. 3.** De erkenning van de competenties moet leiden tot de afgifte van een competentiebewijs zoal bedoeld in artikel 20, om de competenties te certificeren die een individu in een formele, niet-formele of informele context heeft verworven.

Het competentiebewijs wordt door de contracterende partijen erkend.

**HOOFDSTUK 2. — Consortium voor de erkenning van de competenties**

**Art. 4.** § 1. De contracterende partijen stellen een consortium in dat belast wordt met de organisatie van de erkenning van de competenties, hierna het "consortium" genoemd.

Het consortium bestaat uit de volgende openbare instellingen:

1° de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie, in de persoon van de Minister bevoegd voor het Onderwijs van Sociale Promotie;

2° het "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", hierna FOREm genoemd;

3° het Franstalige Brusselse Instituut voor de Beroepsopleiding, hierna "Bruxelles-Formation" genoemd;

4° de instanties die de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vertegenwoordigen.

§ 2. Het consortium heeft rechtspersoonlijkheid. Zijn maatschappelijke zetel is in Brussel gevestigd.

**Art. 5.** Het consortium is voor al zijn activiteiten onderworpen aan de beginselen van openbare dienstverlening.

Het biedt kandidaten en houders van een competentiebewijs een universele en kosteloze dienstverlening.

De opdrachten van het consortium zijn:

1° de erkenning organiseren van de erkenningscentra bedoeld in artikel 13, meer bepaald de behandeling van de erkenningsaanvragen en de planning van de erkenningsaudits;

2° het aanbod inzake de erkenning van competenties coördineren en de ontwikkeling ervan bevorderen, meer bepaald op grond van de strategische oriëntatienota betreffende de erkenningsprocedure bedoeld in artikel 11, tweede lid, 2°;

3° de erkenningsaanvragen opvolgen;

4° de gemeenschappelijke methodologie voor de evaluatie van de competenties van de erkenningscentra vastleggen;

5° de erkenningsreferentiemodellen bedoeld in artikel 19 uitwerken en afstemmen op de eventuele beroeps- en opleidingsprofielen die in SFMQ werden vastgelegd;

6° de erkenningsreferentiemodellen coördineren met de referentiemodellen inzake beroepen en kwalificaties, in samenwerken met FOREm, Actiris, de representatieve werknemersorganisaties en de representatieve werkgeversorganisaties in een Europese, federale, gemeenschaps- en gewestelijke optiek;

7° op alle niveaus van de procedure het vertrouwelijke karakter garanderen van de inlichtingen die worden ingezameld tijdens de erkenningsactiviteiten, alsook de socioprofessionele inschakeling faciliteren van de persoon die bij een overheidsdienst voor werkgelegenheid is ingeschreven door hem alle gegevens mee te delen betreffende de resultaten van de begeleiding en de test, en betreffende het verwerven van het competentiebewijs dat een authentieke bron is;

8° de erkenning vanuit wettelijk of normatief standpunt van de competentiebewijzen op de arbeidsmarkt, in het onderwijs, de beroepsopleiding en binnen de andere Belgische en Europese erkenningsystemen bevorderen;

9° de erkenning van de competenties organiseren, promoten en beheren;

10° een jaarlijks activiteitenverslag opstellen voor de contracterende partijen overeenkomstig artikel 20 van het Waals decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking aangevuld met een activiteitenverslag; dat laatste wordt ter evaluatie voorgelegd aan de raadgevende commissie bedoeld in artikel 11;

11° de in artikel 11, tweede lid, 2°, bedoelde strategische richtsnoeren opstellen en op eigen initiatief of op verzoek van de contracterende partijen adviezen uitbrengen;

12° de ontwikkeling van de erkenning van competenties in bedrijven, bedoeld in artikel 16, vierde lid, ondersteunen;

13° alle andere taken uitvoeren die hem door de contracterende partijen zijn toevertrouwd door middel van een uitvoerend samenwerkingsakkoord, met, in voorkomend geval, de specifieke middelen die nodig zijn om de ontwikkeling van de erkenning van competenties en de levenslange erkenning van kwalificaties te ondersteunen.

De contracterende partijen kunnen de uitvoeringsregels van de opdrachten van het eerste lid verduidelijken in een uitvoerend samenwerkingsakkoord.

**Art. 6.** Het consortium bestaat uit twee permanente organen, een directiecomité en een uitvoerende cel, alsook uit ad hoc-organen, meer bepaald de commissies voor referentiemodellen.

**Art. 7.** § 1. Het directiecomité bestaat uit:

1° twee vertegenwoordigers van het onderwijs voor sociale promotie;

2° twee vertegenwoordigers van FOREm;

3° twee vertegenwoordigers van Bruxelles-Formation;

4° een vertegenwoordiger van elke instantie.

De leden bedoeld in het eerste lid zijn stemgerechtigd. Die leden, evenals hun plaatsvervanger, worden gezamenlijk benoemd door de contracterende partijen op voordracht van de betrokken openbare instellingen. Elke openbare instelling kan op eigen initiatief de vervanging voorstellen van een lid dat ze aanvankelijk voorgedragen had.

Dat lid wordt daar behoorlijk over ingelicht. In afwachting van de beslissing van de contracterende partijen zetelt de plaatsvervanger van dat lid van rechtswege in het directiecomité.

Daarnaast nemen een vertegenwoordiger van SFMQ, een vertegenwoordiger van Actiris en een vertegenwoordiger van FOREm als raadgever aan het directiecomité deel. Het uitblijven van aanwijzing van laatstgenoemde of hun afwezigheid op de vergaderingen van het directiecomité hebben geen gevolgen voor de geldigheid van de werking of de beslissingen van het directiecomité.

Het directiecomité kan experten uitnodigen op zijn vergaderingen.

§ 2. Binnen de maand na zijn aanstelling wijst het directiecomité intern een voorzitter en twee ondervoorzitters aan en legt die aanwijzing aan de gezamenlijke goedkeuring van de contracterende partijen voor. Bij ontstentenis worden de voorzitter en de ondervoorzitters door de contracterende partijen aangewezen.

§ 3. Het directiecomité is verantwoordelijk voor de organisatie en het beheer van de erkenningsprocedure die dit akkoord instelt. Onder zijn functies vallen onder meer:

1° de opvolging van de opdrachten van artikel 5 en de operationele beslissingen die daaruit voortvloeien;

2° het toezicht op de uitvoering van de erkenning van competenties;

3° het uitwerken van jaarlijkse actieplannen, met inbegrip van de budgettaire en financiële aspecten;

4° de uitvoering van de beslissingen van de contracterende partijen;

5° de samenstelling, op eigen initiatief of op verzoek van de voogdijministers en na advies van de raadgevende commissie bedoeld in artikel 11, van commissies inzake referentiemodellen waarvan de taken zijn beperkt tot de opdrachten bedoeld in artikel 9.

§ 4. Het directiecomité stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt het aan de gezamenlijke goedkeuring voor van de contracterende partijen, uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord. Het huishoudelijk reglement bepaalt:

1° de regels betreffende de bijeenroeping van het directiecomité;

2° de regels voor het agenderen van onderwerpen;

3° de regels voor de prerogatieven van voorzitter en ondervoorzitters;

4° de regels voor het voorzitterschap van het directiecomité in geval van afwezigheid of verhindering van de voorzitter of de ondervoorzitters;

5° de quorumregels om het directiecomité geldig te laten beraadslagen, en de wijze van stemming;

6° de regelmaat van de vergaderingen van het directiecomité;

7° de vorm van de jaarlijkse actieplannen;

8° de regels volgens welke het directiecomité bepaalde specifieke taken aan de uitvoerende cel kan overdragen;

9° de werkwijze van de commissies inzake referentiemodellen, meer bepaald de vorm en de termijn waarin ze erkenningsreferentiemodellen aan het directiecomité moeten voorstellen.

§ 5. De bedragen van de bezoldigingen en vergoedingen voor het voorzitterschap worden vastgelegd in het uitvoerend samenwerkingsakkoord.

**Art. 8.** De goede werking van het consortium wordt gegarandeerd door het nodige personeel dat wordt gedetacheerd door elk van de openbare instellingen bedoeld in artikel 4, § 1, overeenkomstig de bepalingen die hun statuut regelen.

De uitvoerende cel bestaat uit het personeel bedoeld in het eerste lid, onder het functionele gezag van een leidinggevende, aangewezen door het directiecomité. Naast de leidinggevende bestaat de uitvoerende cel uit minstens twaalf voltijds equivalenten.

Met naleving van de bepalingen die het statuut van de openbare instellingen regelen, stelt het directiecomité het organigram van de uitvoerende cel, alsook de functieprofielen van de personeelsleden en de leidinggevende van de uitvoerende cel op en legt deze ter gezamenlijke goedkeuring voor aan de voogdijministers.

Elke detachering door een van de openbare instellingen gebeurt na eensluidend advies van het directiecomité.

De uitvoerende cel legt verantwoording voor de handelingen van dagelijks bestuur van het consortium af bij het directiecomité.

Ze neemt het secretariaat van de stuurgroep, van de commissies inzake referentiemodellen en de raadgevende commissie waar.

Het directiecomité stelt de opdrachten die hun zaakgelastigde(n) moeten uitvoeren op basis van een functieprofiel voor aan de vijf openbare instellingen bedoeld in artikel 4, § 1.

**Art. 9.** De commissies inzake referentiemodellen, samengesteld door het directiecomité overeenkomstig artikel 7, § 3, 5°, moeten referentiemodellen voor de erkenning van competenties voorstellen volgens de regels van artikel 7, § 4, 9°, en overmaken aan het directiecomité.

De commissies inzake referentiemodellen zijn samengesteld uit vertegenwoordigers van de openbare instellingen bedoeld in artikel 4, § 1, vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties, vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties, vertegenwoordigers van overheidsdiensten voor werkgelegenheid en, desgevallend, experts.

De voogdijministers keuren de erkenningsreferentiemodellen, voorgesteld door de betrokken commissie inzake referentiemodellen en overgemaakt aan het directiecomité, gezamenlijk goed via besluiten.

**Art. 10.** Elke contracterende partij wijst een commissaris aan om de opdrachten inzake informatieverlening en controle over het wettelijk karakter en het openbaar nut binnen het consortium uit te voeren.

#### HOOFDSTUK 3. — *Commissie voor advies en erkenning van de erkenningscentra*

**Art. 11.** Er wordt een commissie voor advies en erkenning van de erkenningscentra opgericht, hierna "raadgevende commissie" genoemd.

De raadgevende commissie is belast met:

1° het uitbrengen, op eigen initiatief of op verzoek van één van de contracterende partijen, van adviezen of aanbevelingen betreffende de erkenning van competenties, de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord of elke regelgeving die een impact kan hebben op de uitvoering ervan;

2° het opstellen en communiceren, tegen uiterlijk het eerste jaar van elke legislatuur, aan de contracterende partijen, die deze goedkeuren, van een strategische oriëntatienota voor de ontwikkeling gedurende vijf jaar van de erkenning van competenties, meer bepaald in termen van algemene en operationele doelstellingen, uit te werken erkenningsreferentiemodellen, planning en harmonisering van het erkenningsaanbod, resultaat- en impactindicatoren, begunstigde doelgroepen, financiering en promotie bij de begunstigden bedoeld in artikel 2 en bij de werkgevers;

3° het voorstellen aan de contracterende partijen, in voorkomend geval, van met redenen omklede wijzigingen aan de strategische oriëntatienota en het uitbrengen van een advies over de aanpassingsvoorstellen die de contracterende partijen gezamenlijk of afzonderlijk doen;

4° het overmaken aan de contracterende partijen, tegen uiterlijk dertig april, van een jaarlijkse evaluatie op basis van het jaarlijkse activiteitenverslag en andere gegevens die het consortium verstrekt;

5° het uitbrengen van advies aan het directiecomité over de samenstelling van de commissies inzake referentiemodellen zoals bedoeld in artikel 5, § 3, 5°;

6° het uitbrengen van advies aan het directiecomité over de modaliteiten van de overeenkomsten met ondernemingen zoals bedoeld in artikel 16, § 4;

7° het uitbrengen op eigen initiatief of op verzoek van één van de contracterende partijen, van adviezen of aanbevelingen betreffende de criteria en -voorwaarden voor de erkenningscentra, zoals bedoeld in de artikelen 13 en 14;

8° het uitbrengen van advies aan de toezichthoudende ministers, zowel over de ontvankelijkheid als over de grond van de aanvragen tot erkenning, hernieuwing, uitbreiding, opschorting of intrekking van de erkenning van de erkenningscentra die het directiecomité overmaakt.

**Art. 12.** § 1. De raadgevende commissie bestaat uit:

1° zeven vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;

2° zeven vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties;

3° een vertegenwoordiger van FOREm;

4° een vertegenwoordiger van Actiris.

5° vijf vertegenwoordigers van de leden van het directiecomité van het consortium;

6° een vertegenwoordiger van elke minister die het toezicht uitoefent op de instellingen bedoeld in artikel 4, § 1, tweede lid;

7° een vertegenwoordiger van de beroepscommissie bedoeld in artikel 23;

8° een vertegenwoordiger van het Observatoire wallon de l'Emploi;

9° een vertegenwoordiger van het Brussels waarnemingscentrum van de beroepen en de kwalificaties;

10° de leidinggevende van de uitvoerende cel van het consortium.

De raadgevende commissie kan tijdelijke of permanente experts uitnodigen op haar vergaderingen.

De leden bedoeld in het eerste lid, 1° tot 4° zijn stemgerechtigd zijn.

Ten hoogste twee derde van de leden bedoeld in het eerste lid, 1° tot 2° zijn van hetzelfde geslacht.

De leden bedoeld in het eerste lid, 5° tot 10°, hebben een adviserende stem.

Onder de leden bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, zijn minstens twee vertegenwoordigers afkomstig van de Brussels representatieve werknemersorganisaties en minstens twee van de Brussels representatieve werkgeversorganisaties.

§ 2. De contracterende partijen benoemen gezamenlijk de gewone leden en hun plaatsvervangers, uitgezonderd de leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 4° en 9° die worden uitgenodigd om in de raadgevende commissie te zetelen.

De leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1° en 2°, worden uit door hun organisaties voorgedragen dubbele kandidatenlijsten benoemd.

De raadgevende commissie wijst intern een voorzitter en een ondervoorzitter aan onder de leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1° en 2°.

§ 3. De raadgevende commissie stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het aan de gezamenlijke goedkeuring voor van de contracterende partijen, uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord.

Dat reglement bevat:

1° de regels betreffende de bijeenroeping van de raadgevende commissie;

2° de regels voor het agenderen van onderwerpen;

3° de regels betreffende de noodzakelijke afwisseling van de functies van voorzitter en ondervoorzitter van de raadgevende commissie alsook de regels bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter of ondervoorzitter;

4° de quorumregels om het directiecomité geldig te laten beraadslagen, en de wijze van stemming;

5° de regelmaat van de vergaderingen van de raadgevende commissie;

6° de wijze waarop de adviezen of aanbevelingen bedoeld in artikel 11, tweede lid, 1° en 4°, worden uitgebracht;

7° de vorm van de strategische oriëntatienota en de jaarlijkse evaluatie bedoeld in artikel 11, tweede lid, 2° en 3°.

De bedragen van de bezoldigingen en vergoedingen die worden toegekend aan de leden bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, aan de voorzitter en vicevoorzitter worden vastgelegd in het uitvoerend samenwerkingsakkoord.

#### HOOFDSTUK 4. — *Centra voor de erkenning van competenties*

**Art. 13.** De centra, georganiseerd door de vijf openbare instellingen van artikel 4, § 1, tweede lid komen ambtshalve in aanmerking als centra voor de erkenning van competenties.

Ook de instelling die aan volgende criteria beantwoordt komt in aanmerking als centrum voor de erkenning van competenties:

1° via partnerovereenkomst verbonden zijn met één of verschillende instellingen bedoeld in artikel 4, § 1, tweede lid, overeenkomstig de wettelijke of regelgevende bepalingen die ter zake voor hen gelden;

2° over een sociale doelstelling beschikken die hoofdzakelijk betrekking heeft op de beroepsopleiding voor volwassenen;

3° functioneren onder het toezicht van één of verschillende overheden, waarbij dat toezicht de vorm heeft van een financiering van minstens vijftig percent, of waarbij dat toezicht wordt uitgeoefend op het beheer of via de aanwijzing van minstens de helft van de leden van de leidende of toezichthoudende organen;

4° via elk middel bewijzen dat de wettelijke of regelgevende bepalingen in boekhoudkundige, fiscale en sociale aangelegenheden worden nageleefd.

De contracterende partijen kunnen na gemotiveerd advies van de raadgevende commissie via uitvoerend samenwerkingsakkoord afwijken van één van de criteria van het tweede lid.

De centra bieden kandidaten en houders van een competentiebewijs een universele en kosteloze dienstverlening.

**Art. 14.** Voorwaarden voor de erkenning als centrum voor de erkenning van competenties zijn:

1° de strategische keuzes van de erkenningsprocedure in de nota bedoeld in artikel 11, tweede lid, 2° naleven;

2° over voldoende en gekwalificeerd personeel beschikken om de erkenning van competenties te realiseren, inzonderheid wat de pedagogische begeleiding betreft;

3° over voldoende materiële middelen en afdoende organisatiemogelijkheden beschikken;

4° vóór de erkenning het voorwerp uitmaken van een gunstige startaudit;

5° maximaal na vijf jaar het voorwerp uitmaken van een audit voor de verlenging van de erkenning.

Met inachtneming van de door het directiecomité bepaalde voorwaarden kunnen de centra, georganiseerd door de vijf openbare instellingen van artikel 4, § 1, tweede lid aan een eigen kwaliteitssysteem worden onderworpen. In dat geval zijn ze maximaal elke vijf jaar het voorwerp van een audit voor de verlenging van de erkenning, volgens een representatieve steekproef van de centra.

De onderwijsinrichtingen voor sociale promotie kunnen enkel worden erkend mits het voorafgaand akkoord van de bevoegde minister.

**Art. 15.** § 1. De erkenningsaanvraag wordt ingediend bij het directiecomité van het consortium, dat de ontvangst ervan bevestigt binnen de tien kalenderdagen.

Na nagekeken te hebben of alle erkenningscriteria vervuld zijn, nodigt het directiecomité het betrokken centrum uit om binnen de drie maanden na het bericht van ontvangst een audit te laten doorvoeren bij één van de controle-instellingen die hij meedeelt.

Nadat ze behoorlijk ingelicht werd, maakt de controle-instelling die door de aanvrager gekozen wordt het auditverslag over aan het directiecomité dat het dossier behandelt en aan de raadgevende commissie communiceert. De raadgevende commissie brengt vervolgens een advies uit aan de voogdijministers die gezamenlijk een beslissing betreffende de erkenning van het betrokken centrum nemen, dat via besluiten wordt bekrachtigd. Het directiecomité betekent die beslissing binnen de tien dagen aan de aanvrager.

Indien aan één van de erkenningscriteria niet voldaan wordt, licht het directiecomité de aanvrager daarover in en deelt het dossier mee aan de raadgevende commissie. De raadgevende commissie brengt vervolgens een advies uit aan de voogdijministers die gezamenlijk een beslissing nemen over de afwijking van artikel 3, derde lid, dat via besluiten wordt bekrachtigd. Het directiecomité betekent die beslissing binnen de tien dagen aan de aanvrager. Bij positieve beslissing nodigt het directiecomité het betrokken centrum uit om een audit te laten doorvoeren bij één van de controle-instellingen die hij meedeelt. Vervolgens wordt de procedure van het derde lid toegepast.

§ 2. De aanvraag tot verlenging van de erkenning wordt ingediend bij het directiecomité dat de ontvangst binnen de tien dagen bevestigt, het dossier onderzoekt en aan de raadgevende commissie meedeelt. De raadgevende commissie brengt vervolgens een advies uit aan de voogdijministers die gezamenlijk een beslissing betreffende de erkenning van het betrokken centrum nemen, dat via besluiten wordt bekrachtigd. Het directiecomité betekent die beslissing binnen de tien dagen aan de aanvrager.

**Art. 16.** De voogdijministers kennen de erkenning bij besluit gezamenlijk toe voor een maximale looptijd van vijf jaar, verlengbaar.

De erkenning heeft uitsluitend betrekking op de competenties waarvoor het centrum positief scoorde bij de audit. De erkenning kan worden uitgebreid tot andere sets van competenties indien het centrum voldoet aan de erkenningsvoorwaarden van die competenties.

Een erkend erkenningscentrum mag een deel van zijn activiteit naar een externe site verplaatsen, indien nodig op basis van een partnerovereenkomst en met naleving van de erkenningsvoorwaarden van het centrum.

Een erkend erkenningscentrum mag overeenkomsten afsluiten met ondernemingen die intern erkenningstests voor competenties willen organiseren volgens de regels die het directiecomité vastlegt op advies van de advies- en erkenningscommissie. Die regels omvatten meer bepaald de kosteloosheid bedoeld in artikel 13, vierde lid; de beschikbaarheid van gekwalificeerd personeel en materiële middelen bedoeld in artikel 14, eerste lid, 2° en 3° en de naleving van de methodologie bedoeld in artikel 19.

**Art. 17.** De audit voorafgaand aan de erkenning wordt uitgevoerd door een controle-instelling die is geaccrediteerd inzake de certificering van de kwaliteitsbewaking.

De controle-instelling die de aanvrager gekozen heeft, voert op zijn kosten de voorafgaande audit uit aan de hand van de erkenningsvoorwaarden van artikel 14.

De controle-instelling voert de audits uit met naleving van haar regels inzake beroepsdeontologie en de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De aanvrager verstrekt de controle-instelling alle documenten, stukken en inlichtingen die door laatstgenoemde nuttig worden geacht in het kader van de doorgevoerde audit.

Het directiecomité stelt de contracterende partijen die goedkeuren, de voorwaarden voor de selectie van de controle-instellingen, alsook de auditprocedures voor de centra voor de erkenning van competenties voor.

**Art. 18.** De voogdijministers kunnen de goedkeuring voortijdig opschorten of intrekken na een ongunstig advies van de raadgevende commissie in het kader van de procedure bedoeld in artikel 15, § 2.

De voogdijministers nemen de beslissing betreffende de opschorting of intrekking van de goedkeuring samen. Het directiecomité betekent die beslissing binnen de tien dagen aan het centrum voor de erkenning van competenties.

#### HOOFDSTUK 5. — *Erkenningsreferentiemodellen*

**Art. 19.** De verschillende controlemodi die geheel of gedeeltelijk worden gebruikt, om op objectieve wijze aan te tonen dat de competentie(s) beheerst wordt (worden), via meer bepaald proeven, stages, mondelinge of schriftelijke examens of op basis van een dossier. De gepaste controlemodus (-modi) wordt (worden) aangegeven in de erkenningsreferentiemodellen. Die modellen kunnen met digitale hulpmiddelen worden gerealiseerd.

Dat dossier kan rekening houden met onderwijscertificeringen, beroepscertificeringen of de voortgezette evaluatie in het kader van een opleidingsproces.

De evaluatie in de loop van een opleidingsproces kan eveneens, door naar behoren aangetoonde overeenstemming met een erkenningsreferentiemodel, tot de afgifte van een competentiebewijs leiden. Dit systeem wordt "erkenning van de leerresultaten" genoemd.

De erkenningsreferentiemodellen bevatten enerzijds de algemene voorwaarden voor de controles bedoeld in het eerste lid en anderzijds het evaluatiemodel dat eigen is aan een bepaalde reeks competenties.

Bedoeld worden enkel de objectieveerbare competenties die overeenstemmen met het begrip 'competentie' van artikel 1.

Competentiebewijzen kunnen alleen worden toegekend voor die competenties waarvoor er erkenningsreferentiemodellen bestaan.

In het kader van de controlemodi gedefinieerd in het eerste lid van dit artikel, werkt het directiecomité de methodologie uit waarmee het al dan niet beheersen van de competenties gemeten kan worden en legt die voor gezamenlijke goedkeuring voor aan de contracterende partijen.

#### HOOFDSTUK 6. — *Competentiebewijs*

**Art. 20.** § 1. Het competentiebewijs is een beroepscertificering met toepassing van het samenwerkingsakkoord van 26 februari 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting en het beheer van een "Cadre francophone des certifications", afgekort "C.F.C." (Franstalig certificeringskader). " De persoon die de erkenning van zijn competenties vraagt met het oog op het verkrijgen van een competentiebewijs, onderwerpt zich aan een procedure in een erkend centrum voor de erkenning van competenties.

De erkenningsaanvraag wordt hetzij bij een centrum voor de erkenning van competenties dat de aanvrager kiest, hetzij bij het directiecomité ingediend.

§ 2. Het centrum voor de erkenning van competenties stuurt binnen de dertig dagen na de erkenningstests een verslag naar het directiecomité.

Wanneer uit het verslag blijkt dat de kandidaat de te erkennen competenties bezit, overhandigt het directiecomité het competentiebewijs in naam van de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest binnen dertig dagen na overhandiging van het verslag.

Wanneer uit het verslag blijkt dat de kandidaat de te erkennen competenties niet bezit, licht het erkenningscentrum de betrokken kandidaat naar behoren in binnen dertig dagen na overhandiging van het verslag door het centrum voor de erkenning van competenties.

§ 3. De contracterende partijen leggen de vermeldingen en de voorstellingsmodaliteiten van het competentiebewijs vast.

§ 4. Het competentiebewijs geeft recht op toegang tot de opleidingen waarin de instellingen voor onderwijs voor sociale promotie en de opleidingscentra van de instanties, FOREm en Bruxelles-Formation voorzien, indien de in het bewijs vastgestelde competenties een voorwaarde vormen voor de toegang tot die opleidingen overeenkomstig de bij die instellingen geldende regels.

Het competentiebewijs geeft aanleiding tot het automatisch in rekening nemen van de competenties die erkend zijn voor de toegang tot de tests die bekroond worden met schoolgetuigschriften die uitgereikt worden door de Franse Gemeenschap overeenkomstig de bepalingen van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 tot organisatie van het onderwijs voor sociale promotie en, onder voorbehoud van de bepaalde voorwaarden betreffende de geldigheidsduur, in het kader van de opleiding, voor bepaalde competenties.

**Art. 21.** Het competentiebewijs is de exclusieve eigendom van de houder ervan.

Noch de centra voor de erkenning van competenties, noch het personeel van het consortium of één van diens organen, noch de beroepscommissie, noch de raadgevende commissie mogen persoonlijke inlichtingen met betrekking tot de kandidaten of de houders van het competentiebewijs of de omstandigheden waarin het bewijs al dan niet uitgereikt is, aan derden onthullen.

Op straffe van intrekking of opschorting van hun erkenning zijn de centra voor de erkenning van competenties er ten overstaan van de kandidaten of houders van een competentiebewijs toe verplicht, de bepalingen van de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en, in voorkomend geval, de regels inzake beroepsdeontologie die voor hen gelden wat betreft de vertrouwelijke behandeling van persoonsgegevens, na te leven.

In het kader van zijn opdrachten bedoeld in artikel 5, derde lid, 7°, wisselt het consortium gegevens over de afgeleverde competentiebewijzen en de resultaten van de tests, inclusief de identificatie van de personen, uit met de openbare tewerkstellingsdiensten bedoeld in artikel 5, derde lid, 6°, FOREm en Actiris.

Die uitwisselingen zijn beperkt tot de gegevens over de personen die ingeschreven zijn bij elke openbare tewerkstellingsdienst, elk voor wat hem aanbelangt, en die ingestemd hebben met die uitwisseling.

#### HOOFDSTUK 7. — *Beroepscommissie*

**Art. 22.** Elke aanvrager van een competentiebewijs of elke aanvrager die een weigering, een opschorting of een intrekking van de erkenning aanvecht, kan een met redenen omkleed beroep indienen bij het directiecomité dat de ontvangst ervan binnen de tien kalenderdagen bevestigt, de voogdijministers inlicht en dat beroep onverwijld overmaakt aan de beroepscommissie bedoeld in artikel 23.

Het beroep dient door de eiser te worden ingediend binnen de maand na de kennisgeving van de beslissing die hij betwist of, bij ontstentenis van kennisgeving, binnen de zes maanden vanaf de indiening van de aanvraag bij het consortium of bij een centrum voor de erkenning van competenties. Indien er geen beroep is ingediend binnen die termijn, is de beslissing definitief.

De beroepscommissie brengt binnen de drie maanden nadat de zaak bij haar aanhangig is gemaakt, advies uit. Bij met redenen omklede beslissing kan de voorzitter van de commissie de termijn verlengen voor een periode van één maand, die niet hernieuwbaar is. Het advies wordt meegedeeld aan de voogdijministers die zich definitief uitspreken over het beroep wat betreft een weigering, een opschorting of een intrekking van de erkenning. Het directiecomité deelt de definitieve beslissing betreffende de afgifte van het competentiebewijs binnen de tien dagen mee aan de eiser.



**Art. 23.** Er wordt een beroepscommissie opgericht, die belast is met het uitbrengen van adviezen over de beroepen bedoeld in artikel 22.

De beroepscommissie bestaat uit:

- 1° een vertegenwoordiger van de Waalse Gewestregering;
- 2° een vertegenwoordiger van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 3° een vertegenwoordiger van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 4° de voorzitter van de raadgevende commissie;
- 5° een vertegenwoordiger van het directiecomité, die het secretariaat waarneemt.

De leden bedoeld in het tweede lid, 1° tot 3° zijn stemgerechtigd. De leden bedoeld in het tweede lid, 4° en 5°, hebben een adviserende stem.

De beroepscommissie wijst zijn voorzitter intern aan.

De beroepscommissie kan de eiser of diens vertegenwoordiger horen, in voorkomend geval bijgestaan door diens raadsman.

De beroepscommissie kan alle aanvullende stukken, inlichtingen, documenten en gegevens eisen die ze nuttig acht.

De beroepscommissie stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het voor aan de gezamenlijke goedkeuring van de contracterende partijen.

#### HOOFDSTUK 8. — *Financiering van het consortium voor de erkenning van de competenties*

**Art. 24.** § 1. Het directiecomité ligt het jaarlijkse budget van het consortium ten laatste in december van elk jaar vast op basis van de financieringen van elke contracterende partij en de vijf openbare instellingen van artikel 4, § 1, tweede lid, met het oog op de jaarlijkse doelstellingen die worden vastgelegd met toepassing van de strategische oriëntatienota van de erkenningsprocedure, bedoeld in artikel 11, tweede lid, 2°.

§ 2. Dit jaarlijkse budget omvat de detachering van het personeel van de partnerinstellingen zoals voorzien in artikel 8, aangevuld met de jaarlijkse bijdragen die nodig zijn om de werkingskosten van het consortium te dekken, de erkenningscentra te financieren voor de tests die ze organiseren en de budgetten te beheren die de contracterende partijen eventueel toekennen.

§ 3. De werkingskosten van het consortium worden, uitgezonderd de kosten voor de detachering van het personeel, verdeeld ter hoogte van 30% voor het onderwijs van sociale promotie, 30% voor FOREm, 20% voor Bruxelles-Formation, 16% voor de instantie die door het Waalse Gewest is opgericht en 4% voor de instantie die door de Franse Gemeenschapscommissie is opgericht. De contracterende partijen kunnen het minimumbedrag van deze financiering van de werkingskosten van het consortium in een uitvoerend samenwerkingsakkoord vastleggen.

De instellingen bedoeld in het eerste lid kunnen die kosten overnemen door ruimte en materiaal ter beschikking te stellen.

§ 4. De kosten die ten laste zijn van de erkenningscentra, omvatten de organisatie van de erkenningstests en de begeleiding. Elke contracterende partij subsidieert het consortium jaarlijks op basis van het aantal tests die worden georganiseerd door de centra van de instellingen bedoeld in artikel 4, § 1, tweede lid, waarover die contracterende partij toezicht uitoefent. Die financiering, die het consortium aan elk centrum uitkeert, wordt berekend op basis van de tarieven van de tests die door de commissies voor referentiemodellen worden bepaald.

§ 5. Los van de kosten bedoeld in de paragrafen 3 en 4 kunnen de contracterende partijen of door andere openbare of sectorale financieringsbronnen bijkomende financiële behoeften van het consortium en de centra ten laste nemen. Het beheer van dit specifieke en gerichte budget wordt toevertrouwd aan het consortium.

§ 6. Het consortium stelt zijn boekhouding op in overeenstemming met de artikelen 82 tot 95 van Boek III van het Wetboek van economisch recht.

De rekeningen van het consortium worden afgesloten door het directiecomité en meegedeeld aan de voogdijministers die ze goedkeuren.

De contracterende partijen verduidelijken in een uitvoerend samenwerkingsakkoord de uitvoeringsregels van de budgettaire, boekhoudkundige en financiële regels alsook van de controle.

#### HOOFDSTUK 9. — *Opheffingsbepaling*

**Art. 25.** Het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de erkenning van competenties op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt opgeheven.

Opgesteld in Brussel op 21 maart 2019, in 3 originele exemplaren.

Voor de Franse Gemeenschapsregering:

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Onderzoek en Media,  
J.-C. MARCOURT

Voor de Waalse Gemeenschapsregering:

De Minister-President,  
W. BORSUS

Minister van Economie, Tewerkstelling en Vorming,  
P.-Y. JEHOLET

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie:

De Minister-President,  
F. LAANAN

De Minister van belast met Beroepsopleiding,  
D. GOSUIN